

# L'Humanité Rouge



Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE.

Mercredi  
27 avril 1976

No 478

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCF 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 47 291

## TOUS UNIS CONTRE LA REPRESSION

16 travailleurs immigrés, grévistes de la Sonacotra, brutalement expulsés après des intimidations et des brutalités policières dignes de la guerre d'Algérie : il y a beau temps qu'on n'avait pas vu cela !

A la prison de Fresnes, le docteur Edmond Siméoni, secrétaire général de l'ARC, est incarcéré depuis le 22 août dernier. Son procès devant la cour de sûreté de l'Etat se déroulera le 17 mai prochain, en même temps que celui de quatre autres militants corses, également impliqués dans les événements d'Aléria, pour lesquels le docteur Siméoni risque la peine de mort.

Un petit viticultriceur, Albert Teisseyre, emprisonné après la fusillade de Montredon attend en prison d'être fixé sur son sort et le gouvernement laisse planer la menace de nouvelles arrestations, parmi les viticultrices qui se battent pour survivre.

A l'hôpital de la prison de Marseille, Roland Agret poursuit la grève de la faim qui le conduit à l'extrême limite de ses forces, pour faire éclater une innocence qu'il n'a pas cessée de proclamer depuis 5 ans. Les déclarations récentes d'Antoine Santelli jettent une nouvelle clarté sur l'affaire, discutent totalement Roland Agret et mettent un peu plus en évidence encore les intérêts politiques qui se sont servis de lui comme bouc émissaire.

A Lorient, quatre militants marxistes-léninistes sont brutalement perquisitionnés, sans aucun motif légal, arrêtés, inculpés, l'un d'eux Romain Le Gall se trouve encore maintenu en prison.

En chargeant les manifestations étudiantes, en expulsant les travailleurs immigrés en lutte, en faisant intervenir les CRS dans les usines occupées, en arrêtant les petits paysans, la bourgeoisie manifeste son inquiétude grandissante devant la puissance des mouvements de masse qui se développent et convergent pour la combattre.

En arrêtant les militants marxistes-léninistes, elle manifeste sa grande peur de voir fusionner le mouvement des masses ouvrières et populaires et son avant-garde organisée.

Elle a raison d'avoir peur autant qu'elle a tort d'espérer intimider par sa répression. Loin d'étouffer les luttes révolutionnaires, celle-ci ne peut que leur donner un vigoureux essor en unissant dans le combat commun toutes les classes et couches opprimées de la société qui ont intérêt à en finir avec l'exploitation capitaliste.

## Samedi à Paris, de Barbès à Ménilmontant

# 15 000 immigrés et français contre la SONACOTRA

Malgré le chantage, les manœuvres de division, la répression, les membres du Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève avaient convoqué cette manifestation de protestation contre les récentes expulsions de 16 délégués. Ils ont osé appeler à Barbès malgré les menaces de la police et les attaques des dirigeants du PCF et de la CGT. Ils ont osé et ils ont eu raison. La démonstration fut puissante samedi.

Oui, la grève est populaire et continue comme en témoigne la présence de plusieurs milliers de résidents dans la rue.

Oui, le soutien existe et peut encore se développer comme l'affirmaient les milliers de travailleurs français présents dont beaucoup d'adhérents CFDT et CGT aussi, les étudiants et les lycéens présents par centaines.

Durant trois heures des slogans en français et en arabe retentissaient, sans relâche « Non aux expulsions », « A bas les foyers prisons », « Retour de nos camarades », « Français-Immigrés, mêmes patrons, même combat » et « Égalité des droits. (voir photos page 8).

Un service d'ordre efficace protégeait la manifestation et dispersait les quelques provocateurs de service.

Au moment de la dispersion des représentants du



Comité de coordination appelèrent à la poursuite et à l'extension de la grève, en rappelant qu'ils n'accepteraient aucune négociation foyer par foyer, et rejetant d'avance toute tentative d'un parti ou d'une organisation quelle qu'elle soit de parler ou négocier en leur nom.

La dispersion qui eut lieu dans le calme à Ménilmontant déjoua les provocations des CRS qui attendaient au Père-Lachaise pour se livrer à des ratonnades (voir nos articles page 3).

Nul doute que cette manifestation est un encouragement pour tous à poursuivre l'action jusqu'à ce que la Sonacotra cède aux revendications des grévistes.

vre l'action jusqu'à ce que la Sonacotra cède aux revendications des grévistes.

## Samedi soir à la Mutualité

### Meeting pour la commémoration du 1er anniversaire de la libération du Kampuchéa

C'est en présence d'une assistance nombreuse, où l'on remarquait les représentants diplomatiques d'une vingtaine de pays et nations, que s'est déroulée cette soirée organisée par le comité du FUNK (Front uni national du Kampuchéa) en France.

Dans une intervention très applaudie le président du comité du FUNK en France retraçait les immenses sacrifices consentis par le peuple héroïque du Kampu-

chéa (Cambodge) dans sa lutte de libération nationale sous la direction clairvoyante de son organisation révolutionnaire.

L'orateur donnait ensuite un aperçu des fantastiques progrès déjà réalisés par le peuple du Kampuchéa pour la reconstruction du pays et l'édification du nouveau pouvoir populaire.

Nous reviendrons prochainement dans nos colonnes sur cet événement.

## Message du bureau politique du PCMLF

### Au comité de coordination des foyers Sonacotra en grève à tous les résidents des foyers

Voilà plusieurs mois que les résidents des foyers Sonacotra ont entrepris la grève sur la base d'une plateforme revendicative démocratiquement établie et ont élu un comité de coordination sous leur contrôle pour mener à bien leur mouvement.

- Ils demandent :
- la baisse et le blocage du prix des loyers ;
  - un statut de locataire et non de résident ;
  - la liberté de visite 24 heures sur 24 sans différence de sexe ;
  - la liberté d'expression et le droit de réunion ;
  - le renvoi des gérants racistes et provocateurs ;
  - la reconnaissance officielle du Comité de coordination des foyers en lutte.

Or, depuis le début, la direction de la Sonacotra n'a jamais montré concrètement qu'elle désirait négocier avec les grévistes.

Au contraire, elle s'est servi des manœuvres de cer-

tains partis ou organisations pour diviser d'une manière ou d'une autre le mouvement, notamment en tentant de couper la masse des grévistes du Comité de coordination élu.

Ces manœuvres ayant échoué, la Sonacotra a rompu toute discussion fin mars, s'en est remis au ministère de l'Intérieur pour se lancer dans l'aventure de la répression aveugle et arbitraire, en premier lieu contre les délégués.

Le 7 avril, le pouvoir s'est attaqué au foyer de Champigny dans le but d'arrêter les délégués du comité de résidents de ce foyer.

Nos frères Ben Amar et José Felleira ont été arrêtés sans mandat de perquisition, ni arrêté d'expulsion et conduits dans l'heure au premier avion pour leur pays respectif.

Le 16 avril, le pouvoir a organisé une vaste rafle dans plusieurs foyers, arrêtant seize de nos frères immigrés

## Portugal

### Echec des forces prosoviétiques

Quelque six millions cinq cent mille Portugais étaient concernés dimanche par les élections devant désigner les 263 députés à l'Assemblée de la République. Ces élections intervenaient, jour pour jour, un an après les élections à l'Assemblée constituante, et deux ans après le coup d'Etat du 25 avril 1974 qui renversa le régime fasciste de Caetano.

Treize partis politiques présentaient des candidats à ces élections, contre 12 en 1975.

(Suite page 2)

### L'« HUMANITÉ », PRESSE DE MENSONGE ET DU SILENCE

Après avoir calomnié et tenté de saboter par tous les moyens la grève des foyers Sonacotra, l'Humanité sera le seul quotidien parisien à ne pas parler aujourd'hui de la manifestation de samedi. « Immigrés connaît pas » telle est la devise du journal du PCF qui confirme ainsi sa vocation de journal bourgeois destiné à tromper les travailleurs.

dans le but de les expulser. Il s'agit de : Bouya Hiaoui Moussa, Malien de Pierrefitte, Bouzide, Algérien de Pierrefitte, de Hoggaze Hoccine, Algérien de Saint-Denis, Guerni Amar, Algérien de Saint-Denis, Houichir Omar, Algérien de Saint-Denis, Soukane Akli, Algérien de Sevran, Menan Abdelmadjid, Algérien de Nanterre, Akmouche Ahmed, Marocain de Nanterre, Hassan Souisse Mohamed, Marocain de Nanterre, Rida Gouya, Tunisien de Nanterre, Ahmed Seka, Algérien de Bagnolet, Mohamed Bachir, Algérien de Bagnolet, Ben Kha Sheraureq, Algérien de Bobigny, ainsi qu'un dernier dont le nom n'est pas connu encore aujourd'hui.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France soutient les justes revendications de nos frères immigrés résidents des foyers Sonacotra en grève.

(Suite page 3)

## Elections dans l'allégresse au Vietnam

Entre vingt et vingt-cinq millions d'électeurs se sont rendus dimanche aux urnes, au Nord, comme au Sud-Vietnam, pour élire les 492 députés de la première Assemblée du Vietnam réunifié, à raison d'un député environ pour 100 000 habitants.

C'est dans une ambiance d'allégresse générale que se sont déroulées ces élections qui avaient lieu au suffrage universel direct et secret. Chacun était conscient qu'elles étaient le couronnement de la lutte si longue et si dure pour l'indépendance et la liberté, conformément aux directives de Ho Chi Minh. L'oncle Ho n'est plus. Mais son souvenir était présent dans tous les cœurs en ce jour qui préfigure la réunification du Vietnam si ardemment attendue du peuple dont le pays avait été artificiellement déchiré en deux par l'impérialisme.

Dès sa première session, la nouvelle Assemblée aura à se prononcer sur un certain nombre de questions touchant les institutions de l'État, en attendant une nouvelle constitution.

Devant la foule rassemblée au cours d'un grand meeting à Hanoi, le président de l'Assemblée nationale de la RDVN, Truong Chinh, rappelait que la constitution de 1946 était celle de la démocratie populaire, celle de 1959 la constitution socialiste de la RDVN.

«Aujourd'hui», a-t-il ajouté, «alors que le Sud est entièrement libéré, alors que le pays est réunifié, que sont définies les tâches de la Révolution vietnamienne dans la nouvelle étape, la rédaction et l'adoption d'une nouvelle constitution est tout à fait nécessaire».

Il a également mis l'accent sur les rapports des députés et du peuple : «Entrer en étroite liaison avec le peuple est le devoir de chaque député. Les députés doivent s'intégrer dans la collectivité, se mêler à la vie et au travail du peuple, connaître les aspirations et les opinions des masses et les exposer aux organismes d'État».

## Geisel rend visite à Giscard Un fasciste à Paris

Les antennes de télévision sont actuellement au service de la propagande du dictateur Ernesto Geisel, président de la République du Brésil, en visite officielle en France depuis hier dimanche.

Sur le plan politique il a également affirmé que les élections municipales de novembre prochain se dérouleront — comme les législatives de 1974 — «en toute liberté». «Le Brésil jouit de la liberté», a-t-il osé affirmer, «trop même quelquefois»...

Le Brésil, pays des libertés ? A qui espère-t-on faire avaler cette couleuvre ? Au Brésil c'est le fascisme le plus impitoyable qui sévit, exerçant sa répression brutale contre la classe ouvrière, les paysans, les étudiants, les intellectuels et le clergé progressistes, toutes les couches démocratiques du pays. C'est la famine et la misère ; c'est le règne des assassins de («l'escadron de la mort»), des tortures, des prisons, des exécutions sommaires, de la censure, des lois d'exception pour tenter d'endiguer la colère populaire.

Mais c'est aussi le pays de la lutte des masses sous toutes ses formes : ouvrières, paysannes, étudiantes, qui revendiquent l'abrogation des lois d'exception, l'amnistie générale, les lois démocratiques. C'est aussi le pays de la lutte armée des partisans de l'Araguaia que des opérations militaires gigantesques n'ont pu écraser et qui portent en elle l'espoir du pays.

## Portugal

# LE PEUPLE REJETTE LES FORCES PROSOVIETIQUES

Suite de la page une.

Le Mouvement démocratique portugais (MDP) plus communément appelé le «PCP bis» tant il collait fidèlement à la politique pro-soviétique d'Alvaro Cunhal, avait finalement préféré se retirer de la compétition.

Lors des précédentes élections à l'Assemblée constituante, le Parti socialiste avait obtenu 116 députés, le Parti populaire démocratique (PPD) 80, le PCP 16, le Centre démocratique et social (CDS) 16 également.

L'année écoulée depuis ces dernières élections aura été riche en événements politiques de la plus haute importance.

Elle a vu successivement la marche forcée vers le pouvoir des forces pro-soviétiques, conduites par le PCP

leur installation aux 4e et 5e gouvernements dirigés par Vasco Gonçalves, leur infiltration subversive dans l'appareil d'État, la presse écrite et parlée et l'armée. Et, immédiatement, la riposte du peuple portugais dressé contre cette tentative de remplacer le fascisme détesté par un social-fascisme de la même veine, la domination de l'impérialisme US par celle du social-impérialisme russe. L'établissement du 6e gouvernement dominé par le Parti socialiste marquait l'échec cuisant du PCP, confirmé par la déroute du putsch avorté qu'il tentait le 25 novembre dernier.

La dernière campagne électorale, marquée par pas moins de 9 000 meetings et de nombreux incidents vio-

lents causant plusieurs morts, a marqué l'intensité de la lutte politique qui se poursuit toujours au Portugal.

Les premiers résultats connus, encore incomplets, confirment la volonté clairement exprimée du peuple portugais de ne pas se soumettre aux intérêts de l'URSS.

Le PS avec 34 % des voix, demeure le premier parti du pays. Mario Soares a réaffirmé lundi aux premières heures de la matinée qu'il entendait continuer de gouverner seul, sans conclure d'alliances politiques ni avec la droite ni avec le PCP.

Le PPD recule légèrement passant de 26,5 % à 25 % des voix. Le CDS, marqué à l'extrême-droite, progresse assez sensiblement (7,5 % aux précédentes élections), avec toutefois moins de 15 % des voix.

La progression du PCP passant de 12 % environ à 15 % n'est qu'apparente. Il récupère en effet les voix qui se portaient précédemment sur le MDP et qui, additionnées aux siennes, lui donnaient 16 % des suffrages. C'est donc pour l'instant une légère régression d'influence qu'ilregistre.

Un autre fait important est marqué par la progression des abstentions passées de 8 à 17 %.

L'avenir politique du Portugal s'inscrit ainsi dans une phase nouvelle avec la confirmation apportée par les élections, l'entrée en vigueur, ce week-end, de la nouvelle constitution et l'essor des luttes révolutionnaires de la classe ouvrière pour le bien-être, l'indépendance et la liberté.



Manifestation populaire contre le social-impérialisme et ses valets locaux.

## Liban : fragile espoir

Le président Frangie a enfin promulgué samedi l'amendement constitutionnel qui doit permettre l'élection immédiate de son successeur, voté le 10 avril dernier par le parlement réuni en session extraordinaire.

Le Comité supérieur militaire syro-libano-palestinien, chargé de faire appliquer la trêve, s'est réuni durant tout le week-end. Il a décidé la formation de 18 commissions destinées à faciliter le désarmement dans la capitale et la montagne où des complots meurtriers se poursuivent encore, causant une cinquantaine de morts par jour. L'une des dernières victimes de la guerre civile a été le rédacteur en chef de l'organe de l'OLP «Falastine Al Saoura», tué par un franc-tireur. Il est le quatrième journaliste palestinien tué dans les combats au Liban.

La tension militaire semble pourtant marquer désor-

mais le pas devant les préoccupations politiques. Une vingtaine de candidats se sont déjà officiellement déclarés candidats à la présidence de la République et les élections nécessaires devraient pouvoir intervenir relativement vite. Le futur président est d'ores et déjà assuré de l'appui de la Résistance palestinienne. Une déclaration diffusée par «La voix de la Palestine», organe de l'OLP a enfin récemment affirmé que «le prochain président de la République trouvera chez la Résistance palestinienne toute l'aide nécessaire pour la reconstruction du pays et le rétablissement de la sécurité et

de la stabilité».

Cette issue politique s'impose de façon d'autant plus urgente que tant les phalangistes pro-américains que le «bloc des gauches» pro-soviétique, s'emploient fébrilement à jeter les bases d'une administration locale, placée sous leur contrôle respectif, des régions du pays où ils dominent militairement. Celles-ci, en se développant, risqueraient de servir d'appui à une éventuelle partition du pays, contraire à l'intérêt du peuple libanais comme de la Résistance palestinienne qui vient de réaffirmer qu'elle «se dresserait contre toute tentative de partition du Liban».

## nouvelles du monde

ONU

### PROTESTATION DE L'OLP

L'observateur de l'OLP auprès de l'ONU a demandé vendredi au Conseil de sécurité «de s'acquitter de ses responsabilités à la suite de la marche sioniste du 17 avril à travers la rive occidentale occupée (...) et de prendre des mesures immédiates pour faire cesser cette politique d'oppression en mettant fin, une fois pour toutes, à l'occupation illégale».

Dans une lettre adressée au président du Conseil par l'intermédiaire de la délégation libyenne, Zehdi Labib Terzi déclare que «la marche des manifestants sionistes, entreprise sous la protection de l'armée israélienne pour exprimer leur soutien à la politique d'expansion territoriale et d'implantation d'établissements juifs qui est celle du gouvernement israélien, ne peut être considérée que comme une provocation délibérée».

\*\*\*\*\*

### GRANDE-BRETAGNE LUTTES ANTIRACISTES

Deux manifestations d'extrême-droite contre l'immigration étrangère ont donné lieu samedi, à Londres et à Bradford, dans le Yorkshire, à des affrontements très violents entre policiers et contre-manifestants. Les contre-manifestants ont attaqué les cortèges racistes à coups de briques, empêchant leur tenue et ont tenu aussitôt des contre-manifestations antiracistes quatre fois plus nombreuses.

\*\*\*\*\*

### ARRESTATION DE DEUX DIPLOMATES HONGROIS

Deux diplomates hongrois viennent d'être arrêtés en Grande-Bretagne, alors qu'ils se trouvaient à proximité d'une installation militaire où sont fabriquées les ogifs de fusées nucléaires «Polaris» qu'ils tentaient de photographier.

Un mouvement se dessine en Angleterre en faveur de leur expulsion et pour demander que les restrictions imposées aux diplomates soviétiques, qui ne sont pas autorisés à se déplacer au-delà d'un rayon de 50 km autour de Londres, soient désormais appliquées à tous les diplomates des pays de l'Est.

\*\*\*\*\*

ESPAGNE

### LE FASCISME AUX ABOIS

C'est par une répression accrue que le fascisme espagnol tente de répondre à l'essor des luttes populaires.

Mais l'ampleur de la répression même témoigne de la détermination de la classe ouvrière et des peuples d'Espagne.

36 personnes accusées d'appartenir au mouvement nationaliste basque ETA ont été arrêtées pendant le week-end. 54 autres, accusées de «préparer des activités subversives» à l'occasion du 1er mai prochain, ont été arrêtées samedi à Grenade. Deux adolescents de 14 et 15 ans ont été arrêtés vendredi à Caseras (province de Tarragone) : ils sont accusés d'avoir peint des «slogans subversifs» sur les murs de leur école.

Enfin un nouveau décret réquisitionne les agents municipaux chargés de la circulation et en fait des auxiliaires de la police armée et de la garde civile «lorsque la situation l'indique».

Pendant ce temps, le maire de Moscou, invité officiel de la municipalité de Madrid, se prépare à aller faire du tourisme en Espagne !

## nouvelles intérieures

## Foyer Sonacotra (Ermont)

## Menaces d'expulsion

Jeudi 22 avril au soir, 6 travailleurs immigrés du foyer Sonacotra d'Ermont sont convoqués au bureau du gérant. Celui-ci prétend leur «tendre la perche» : il leur propose de rabaisser le prix journalier de leur loyer de 8,70 à 7,50, tout en précisant clairement que le règlement intérieur sera maintenu.

Continuant dans sa tentative de division, il leur «explique» que des expulsions sont imminentes et que lui, en son nom propre, veut sincèrement aider les travailleurs, et trouver un arrangement à l'amiable comme s'il agissait indépendamment de la société Sonacotra.

Mais les travailleurs ne s'y laissent pas prendre et rejettent avec violence ces propositions, car leur lutte et leurs revendications ont pour but d'unir les travailleurs et non de les diviser. Ils savent qu'unis ils seront plus forts que la Sonacotra ; et c'est pour cela qu'ils demandent : diminution uniforme pour tous les loyers et dans tous les foyers et non un marchandage foyer par foyer, et le changement du règlement intérieur fasciste et raciste, (datant de la guerre d'Algérie) pour un règlement proposé par le Comité de coordination et approuvé par tous les résidents en grève.

## Amiens

## Journée nationale des universitaires en lutte

Une journée nationale des enseignants en lutte contre la réforme du second cycle était convoquée à Amiens dimanche 25 avril, à l'appel d'un collectif intersyndical SGEN-SNESup des enseignants en grève.

200 enseignants de 39 universités étaient présents : syndiqués SNESup de base, en grève, tenus dans l'ignorance par leur bureau national révisionniste, venus pour savoir où en était la grève enseignante sur les facs ; syndiqués SGEN, non syndiqués, enseignants vacataires.

Malgré la débilité de quelques intervenants, persuadés d'être les sauveurs du mouvement étudiant, ou franchement réactionnaires (défenseurs de la grande université française et se souciant peu du licenciement de 3 000 enseignants vacataires), l'appel à la grève générale a été voté (abrogation de la réforme du second cycle, titularisation des non-titulaires, contrôle de la formation des maîtres par l'université).

Au cours des débats une syndiquée SNESup de Nantes a interpellé les dirigeants du SNESup venus en «observateurs» : «Dites clairement si vous êtes pour ou contre la grève générale, autrement dit si vous êtes pour ou contre l'abrogation de la réforme».

## Après la carotte : le bâton

Vendredi 23 avril, les travailleurs ont la confirmation matérielle que le gérant «au grand cœur» agissait en fait en liaison directe avec la Sonacotra, car quelques-uns d'entre eux, dont certains délégués, recevaient une notification d'huissier les informant de leur expulsion du foyer sous préavis de 8 jours faute de quoi la direction de la Sonacotra fera intervenir la force publique pour les expulser.

Aussitôt ces travailleurs mobilisent leurs camarades et contactent un groupe d'avocats.

Samédi 24, le chantage continue : nouvelle lettre d'huissier.

## Une seule réponse la MOBILISATION

La vraie réponse des travailleurs à de tels chantages et à de telles répressions a été donnée dans la rue, lors de la grande manifestation de masse du samedi 24.

Et le soir même les travailleurs immigrés d'Ermont et de son comité de soutien réunissaient 500 personnes français-immigrés lors de la soirée de soutien à Eaubonne.

Face à la répression, la riposte des travailleurs de la Sonacotra va s'amplifiant.

## Flics racistes

## TEMOIGNAGES

## SUR LA REPRESSION POLICIERE

Un travailleur immigré nous écrit :

«Vendredi je décide d'aller au meeting sur le Tibet à la Mutualité. Vers 20 h 30 je me dirige vers la Mutu, lorsque tout à coup je suis

surpris par derrière par un CRS qui me menace sa matraque levée. Il m'insulte "espece d'enculé, tu ferais mieux de retourner dans ton pays", et m'emmène au poste. Là-bas, sans pouvoir m'expliquer, je suis confronté à 4 jeunes, dont 3 sont blessés. Ils m'expliquent qu'ils étaient sur le point de rentrer chez eux lorsqu'un car de CRS s'est arrêté et les CRS leur ont sauté dessus. Tout d'abord ils les ont tabassés, puis les ont forcés à monter dans le car en les matraquant de nouveau. Un gosse de 14 ans avait reçu 2 coups de matraque en bois sur la tête.

«Après 2 heures d'attente, sans nous donner le droit de prévenir nos amis, ils nous amenèrent dans une caserne. Pendant le trajet, les CRS commencèrent à parler entre eux. Ils disaient entre autre "Ah ! Si Adolph était encore là, on vous enverrait tous aux crématoires", un autre lui répond "Oui, lui au moins était un purificateur". Par la suite nous sommes enfermés dans des cages. Vers 2 heures du matin nous sommes relâchés en plein bois de Vincennes.

«Cinq passants de plus qui auront compris ce qu'est la répression fasciste.»

Un autre témoignage celui de Mme Irène Terrel décrit les brutalités auxquelles elle a assisté dans le métro après la manifestation de samedi contre la Sonacotra :

«A la station Père-Lachaise une cinquantaine de travailleurs immigrés furent empêchés de prendre le métro et collés contre le mur derrière un barrage de police, situation faisant régner à l'intérieur de la station un climat de violence policière et de peur».

## Message du bureau politique du PCMLF

au comité de coordination des foyers Sonacotra en grève, à tous les résidents des foyers

(Suite de la page 1)

Il soutient dans cette lutte le courage et la détermination des grévistes, leur organisation de la grève réellement démocratique, basée sur le principe de l'éligibilité des délégués et de leur révocabilité immédiate dans le cas où les élus n'appliqueraient pas les décisions de l'assemblée générale.

Notre parti soutient le comité de coordination élu par les grévistes pour la tâche de mener à bien la lutte et seul habilité à négocier avec les patrons de la Sonacotra.

Notre parti salue la fermeté des grévistes devant les manœuvres de division et de sabotage déclenchées dans la coulisse depuis le début de votre lutte, notamment par le faux parti communiste français. Ce parti n'a pas seulement «soutenu du bout des lèvres» la lutte de la Sonacotra, il s'est placé de front contre les décisions adoptées majoritairement par les grévistes et appliquées par le comité de coordination. Ce parti a d'abord voulu faire signer foyer par foyer les résidents avec la Sonacotra, une plate-forme ne modifiant en rien quant au fond le règlement intérieur et n'apportant pas satisfaction quant à la question de la baisse des loyers. Ce parti n'a pas voulu reconnaître la direction uni-

que de la lutte dans le comité de coordination. Qui plus est, il s'est ingénié à faire circuler de faux bruits suivant lesquels certains membres du comité de coordination seraient des «gauchistes», voire des «provocateurs envoyés par Poniatowski», cela dans le but de jeter la confusion et diviser les grévistes. Ce parti s'est encore lancé après les expulsions des seize frères le 16 avril, dans une campagne de calomnies et de mensonges contre la lutte des immigrés de la Sonacotra ; ainsi, à St-Denis, au cours d'une manifestation organisée par lui, ce parti devait lancer le mot d'ordre : «Le gauchisme, c'est les expulsions», et répandre tout au long du parcours des insultes à l'encontre des frères du comité de coordination.

La vérité, et leurs agissements à St-Denis, Bagnolet, Champigny, Pierrefitte, Nanterre, etc., l'ont montré, c'est que ce parti aurait bien voulu contrôler la grève pour la briser d'une part et l'utiliser pour leur course aux fauteuils gouvernementaux de l'Etat capitaliste français d'autre part.

Notre parti, pour mieux renforcer le soutien à votre lutte, a toujours dénoncé parallèlement les agissements de ce faux parti communiste et vrai parti bourgeois, parce que la vérité de

ses actes a montré de quel côté, des grévistes ou des patrons de la Sonacotra, il se plaçait en réalité. Nous l'avons dénoncé aussi parce que c'est un parti que nous connaissons bien pour avoir toujours développé depuis vingt ans des positions chauvines et racistes à l'égard de nos frères immigrés et contre l'unité de la classe ouvrière française et immigrée.

A notre point de vue ces vérités doivent être dites pour que le soutien à votre lutte soit fait avec franchise et pour son efficacité.

C'est pourquoi nous saluons également le double principe que vous avez adopté, à savoir compter d'abord sur vos propres forces d'une part, et organiser le soutien sur la base de l'accord avec votre plate-forme, de la non-ingérence et du respect du comité de coordination d'autre part.

Demander les mêmes droits pour les ouvriers immigrés et français est profondément juste et va dans le sens de l'unité de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et ses laquais.

La répression sauvage qui s'abat aujourd'hui contre les grévistes de la Sonacotra est la manifestation de la peur et de la faiblesse des classes exploiteuses face à la crise qui la ronge et aux développements impétueux des luttes ouvrières, paysannes et étudiantes qui le harcèlent depuis des mois.

Loin de créer le défaitisme et la division nous sommes convaincus que la répression ne fera que renforcer la détermination des grévistes de la Sonacotra à poursuivre, renforcer et étendre leur mouvement.

Nous serons avec eux jusqu'à la victoire !

Avec eux nous demandons le retour de nos frères expulsés, l'arrêt des poursuites contre les délégués et la reprise immédiate des négociations sur la base de la plate-forme revendicative des grévistes.

Dans l'immédiat, et pour appuyer les grévistes nous avons appelé largement, dans les usines, dans les quartiers, les travailleurs français et immigrés à soutenir largement l'initiative du comité de coordination pour la manifestation de samedi 24 avril à 14 heures à Barbès.

Recevez, frères et camarades, l'expression de nos sentiments internationalistes et prolétariens.

Le 18 avril 1976  
Le Bureau politique  
du Parti communiste  
marxiste-léniniste de France

## Rennes

## LIBERATION DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES !



Le jeudi 22 avril une manifestation regroupant près d'un millier de personnes défilait dans les rues de Rennes à l'appel notamment du PCMLF, de l'Humanité rouge, des JCMLF, du PCR (ml), de «Drapeau rouge», du Comité d'action Bretagne. Protestant contre l'arrestation de quatre militants marxistes-léninistes de Lorient, accusés d'appartenir au PCMLF : les manifestants organisaient un corté-

ge combatif, en scandant : «Libérez les marxistes-léninistes emprisonnés !», «A bas l'interdiction du PCMLF», «Libérez tous les prisonniers politiques et les soldats emprisonnés !», «Halte à la répression anti-ouvrière et antipopulaire», «Dissolution de la cour de sûreté de l'Etat», «Sonacotra : halte aux expulsions ! Droits politiques pour les immigrés !».



## la France des luttes

## S.T. Dupont-Faverger (Haute-Savoie)

## Dernier recours, les gardes mobiles

Après la trahison de la section CGT qui appelait à la reprise du travail (cf. HR No 473) la direction a beau jeu de manœuvrer tout à loisir.

## LES FORCES DE RÉPRESSION AU SERVICE DU CAPITAL

Le jeudi 15 avril, le patron organise un vote, pour ou contre la reprise du travail, à la mairie de Faverges, qui devait durer de 14 h à 16 h. En fait, ce vote a été contrôlé de bout en bout par la direction puisque l'inspecteur du Travail n'est arrivé qu'à 15 h 45, qu'on a vu entrer des retraités de Dupont à la mairie, que le vote a dû être prolongé d'une heure. Sur les 850 salariés appelés à voter, 473 s'exprimèrent, dont 461 pour la reprise. La CGT continuait sa collaboration en appelant à voter pour, la CFDT demandait justement l'abstention.

À la suite de ce résultat, le patron appelait à la reprise du travail pour le lendemain. Mais ce n'est que 200 salariés qui se présentent à l'usine bien que le ramassage ait eu lieu normalement : sur les 200, 100 cadres et agents de maîtrise et 100 ouvriers.

Les CFDT occupant toujours l'usine (depuis le 11 mars), ils sont partis goguenards. Devant cet échec momentané, le capitalisme fait appel à ses forces de répression : la direction demande l'exécution de l'ordonnance d'évacuation des locaux prise par le tribunal de grande instance d'Annecy, le 23 mars.

Le mardi 20 avril, à 4h40 du matin, les gardes mobiles, casqués avec boucliers et mousquetons, descendent de 3 cars venus de la gendarmerie mobile de Grenoble. La vingtaine de grévistes occupant les locaux évacue dans le calme : le rapport de forces n'est pas en leur faveur. En tout début de matinée, les gardes mobiles laissent la place aux patrons, cadres et agents de maîtrise.

Pour tenter de conserver



Meeting des métallos de Haute-Savoie devant l'usine Tissot-Dupont Faverges (photo correspondant HR).

les dernières illusions sur elle, la section CGT décide de ne reprendre le travail qu'à 15 h au lieu de 13 h en guise de « protestation contre l'évacuation de l'usine par les forces policières ».

## RENTREE PITEUSE DE LA CGT

Mais la rentrée ne se fait pas facilement pour cette « centaine de collaborateurs » : c'est sous un mélange d'applaudissements (par dérision) et de sifflets entre 2 haies « d'honneur » de grévistes. Des voix ont alors crié « Vive le P.C.F. ! » avec des regards et des sourires moqueurs.

Un dernier meeting se tient alors : les grévistes décident la reprise pour le lendemain, le mercredi 21 avril. Un rapide bilan à chaud per-

met de constater que, bien que l'échec soit certain (lutte contre la nouvelle grille de classification), tout n'est pas négatif : les travailleurs de la section CFDT ont découvert l'attitude réelle de la CGT (combative en paroles, collaboratrice en réalité), l'unité des grévistes s'est renforcée au cours des 6 semaines de lutte.

La section CFDT de Dupont, l'UL CFDT de Faverges, la Fédération métaux CFDT de Haute-Savoie (et peut-être l'UD CFDT de Haute-Savoie) refusent désormais l'unité sans principe, au sommet, entre la CFDT et la CGT.

C'est pourquoi, d'ores et déjà, la Fédération métaux refuse la manifestation commune CFDT-CGT qui doit se dérouler à Annecy le 1er mai. Pour conclure le meeting, les grévistes chantaient : « Solidarité, mes frères ! »

Les travailleurs de Dupont savaient qu'il était l'ennemi au départ de la grève : le capitalisme représenté par le directeur de Dupont, Henry. Au cours des 6 semaines d'occupation, l'obstacle principal à la victoire des grévistes s'est révélé être le révisionnisme, représenté par la section CGT Dupont.

« Tu n'es pas assez dur, les mots sont trop faibles pour traduire la réalité, ce sont des pourris ! » m'a dit un gréviste.

Correspondant HR.

## Henri Mandrille réintègrera le CREAL

## VICTOIRE A MARSEILLE

Le tribunal administratif de Marseille ordonne la suppression du licenciement de Henri Mandrille, délégué CFDT. Ce jugement oblige le CREAL à lui redonner immédiatement son poste de travail à l'école d'éducateurs et tous ses droits de salarié. C'est exceptionnel qu'un tel jugement soit rendu en faveur des travailleurs dans un conflit de droit du travail. La lutte pour son application est donc décisive. Pour que cet acquis ne soit pas formel, il faut en imposer l'application.

Il importe de populariser immédiatement et partout cette victoire qui est le fruit d'une mobilisation de masse, pour que les travailleurs comprennent l'importance de l'enjeu, et obligent l'employeur et ses ministères à appliquer ce jugement.

Nous demandons à tous les éducateurs spécialisés notamment, et à leurs organisations syndicales, de se tenir prêts à répondre à tout appel dans ce sens.

Correspondant  
Marseille.

## Bourgeois (Besançon)

## Le procès de 4 militants CFDT reporté dans un mois

4 militants CFDT de chez Bourgeois passent en jugement pour séquestration.

L'affaire remonte à mai 1975, les ouvriers de chez Bourgeois, 1 550 ouvriers, en très grande majorité immigrés, déclenchent une grève d'une semaine pour les revendications suivantes : classifications, augmentations de salaires, conditions de travail et de sécurité (Bourgeois est une usine de décolletage et de mécanique de précision).

Ils séquestreront pendant une journée le patron et son directeur financier, qui ne seront délivrés que par les flics.

Suite à cela, le patron porte plainte et les flics convoquent plusieurs dizaines d'ouvriers pour les pousser à témoigner contre les « meneurs » (les « meneurs » en question ont été ou sont délégués du personnel et délégués syndicaux). Les ouvriers refusent ces pressions. Le patron Bourgeois (qui porte bien son nom), dont le père fut un kollabo notoire pendant la guerre, revient à la charge, son but étant de faire inculper les 4 militants CFDT pour ensuite les licencier.

Le procès a eu lieu mercredi 21 avril, et bien que l'union locale CFDT ait refusé d'impulser des débrayages de solidarité, puis la veille du procès ait quand même appelé à manifester, plusieurs centaines de personnes, des ouvriers de chez Bourgeois, de Lip et de nombreux étudiants étaient présents devant les portes du tribunal après avoir défilé en ville. Plusieurs dizaines de personnes pénétrèrent dans la salle d'audience, pendant qu'à l'extérieur une reproduction caricaturale d'une presse à emboutir laissait échapper une bande sonore reproduisant le bruit infernal qui règne dans les ateliers avec cette légende : « Mieux vaut entendre ça que d'être sourd ».

Cette mobilisation a permis de faire reporter le jugement à dans un mois. Il faudra recommencer pour faire échec.

Correspondant HR  
Besançon.

## Crane (Armentière)

## Grève totale des travailleurs

Les ouvriers de chez Crane, usine de robinetterie industrielle à Armentière dans le Nord, sont en grève totale depuis le lundi 12 avril.

Déjà, à la mi-mars, à un moment où les commandes pressaient, les soudeurs avaient arrêté le travail et exigé la réduction de la fourchette des salaires à l'intérieur des catégories professionnelles, pour une rémunération plus juste. Ils ont obtenu immédiatement satisfaction. Par exemple, le plus bas salaire de la catégorie OP 1 a été augmenté de 0,70 F.

Depuis, les syndicats CFDT, CGT et FO ont établi un nouveau cahier général de revendications. Ils l'ont présenté lundi à l'assemblée générale qui décida la grève sur-le-champ.

Les revendications sont :

— l'attribution d'une prime de vacances équivalente à un 13e mois égale à 2 400 F, en plus de la prime paritaire de 600 F.

— un relèvement des minis d'embauche de l'entreprise jusqu'à 10 F de l'heure.

— 6 % d'augmentation du salaire.

— En désaccord avec la nouvelle grille de classifications, ils

demandent qu'aucun indice ne soit inférieur à 155 car tous ont été déqualifiés d'un indice ; même si cela n'occasionne aucune perte de salaire à court terme, il n'en sera pas de même d'ici 5 ans !

Mardi matin, les ouvriers s'assemblent devant l'entrée de l'usine et décident de ne pas ouvrir les portes. La direction, les ingénieurs et la maîtrise vont commencer une série d'agressions contre les grévistes. Flexer, un ingénieur, tente d'étrangler un délégué CGT.

Mercredi, la direction qui croyait n'avoir affaire qu'à la journée nationale d'action de 24 heures du mardi 13, décidée par les directions syndicales, doit déchanter. Le mouvement s'est encore durci. Devant l'huissier, la maîtrise tente d'enfoncer le cordon des grévistes. Le délégué CGT qui avait déjà failli être étranglé, a le bras cassé par Bourson, chef du bureau des méthodes, ancien de Citroën.

L'huissier accusera les travailleurs, dans son rapport, de

« violence » ; selon ce rapport toujours, le chef du personnel « a été séquestré pendant deux minutes ».

Aucune suite n'a jusqu'à présent été donnée à la plainte des ouvriers contre le fasciste Bourson !

La population n'a pas tardé à manifester sa sympathie au délégué CGT blessé. Chaque matin, avant le travail, des ouvriers de la blanchisserie du Pont de Nieppe, proche de 300 mètres, viennent proposer du renfort en cas de besoin (les ouvriers de Crane avaient déjà fait pareil lors de la précédente grève de la blanchisserie du Pont de Nieppe).

La direction s'est livrée à une nouvelle provocation en invitant par la voix des journaux locaux tout le personnel à se présenter au travail mardi après le week-end pascal. Elle n'a réussi qu'à renforcer le piquet de grève désormais muni de plusieurs appareils photographiques et d'une caméra ; jusqu'à maintenant la direction a refusé de discuter.

La lutte continue.

Correspondant HR.

## Au centre médical d'Aincourt

## Menaces de licenciements

Le centre médical d'Aincourt (Val-d'Oise) est un ancien sanatorium converti en centre médical (la tuberculose n'étant plus une maladie rentable). Ce centre comprend deux pavillons dont un pour la rééducation.

Depuis quelques semaines, au service rééducation, le manque total de kinésithérapeutes se fait sentir : 4 kinés pour une cinquantaine de malades !! Ce qui fait que la direction a suspendu l'entrée des malades pour l'instant.

Pourtant, face à cette situation, la direction est optimiste pour l'avenir du centre. De son côté, le person-

nel (200 personnes : personnel soignant et d'entretien) commence à en discuter et parle de licenciements si la situation ne s'améliorait pas. Quelques employés, adhérents à la CGT (seul syndicat ici), essaient d'unir le personnel : syndiqués et non-syndiqués, soignant et entretien... autour de leurs revendications, notamment la sécurité de l'emploi. Pour le moment, les discussions se font de plus en plus nombreuses ; gageons que ces discussions aboutiront à l'action pour l'embauche immédiate de kinés et la garantie de l'emploi de tout le personnel.

Affaire à suivre...

Correspondant HR.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN  
NE LE JETEZ PAS!  
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!



## la France des luttes

### De la Bastille à Denfert-Rochereau 50 000 étudiants, lycéens, collégiens dans la rue

Vendredi de nombreuses manifestations d'étudiants et lycéens avaient lieu un peu partout en France. A Nancy, Bordeaux, Carpentras, Nice, Strasbourg, Périgueux, Martignes, Tulle... des milliers de voix faisaient écho à la manifestation nationale de Paris.

«Chaud, chaud, chaud, le printemps sera chaud...» Vendredi la température a encore fait un sérieux bond en avant. A Paris de la Bastille à Denfert-Rochereau cela rappelait les records de 1968.

Dès 16 h 30, place de la Bastille, bien malin était celui qui pouvait circuler sans jouer des coudes. Déjà engagée profondément sur le boulevard Bourbon, les facultés de Tolbiac, Nanterre, Jussieu et Villetaneuse étaient là, suivies d'étudiants d'autres facultés parisiennes comme Dauphine et de certains étudiants de province. La Bastille proprement dite débordait d'élèves de CET et de lycéens.

«Ni chômeurs, ni cadres au service du patronat», «Abrogation de la réforme Haby», «Et... Abrogation de la réforme Soisson». Le flot s'est mis en marche. D'un bout à l'autre du cortège tonnent des mots d'ordre contre l'école de classe dans le combat contre l'ennemi commun avec la classe ouvrière et les masses populaires en lutte (photo page 8).

Des fausses notes aussi dans cette puissante manifestation. L'UNEF d'abord que l'on retrou-

ve perdue avec ses pancartes à la queue du cortège étudiant. Cela n'empêche pas d'ailleurs le parti de Georges Marchais de continuer à affirmer que c'est son syndicat étudiant qui dirige le mouvement !

Un peu plus loin, les mêmes révisionnistes braillent «Saunier-Seité, il faut négocier».

Les 50 000 manifestants traversent le pont d'Austerlitz. Puis boulevard de l'Hôpital, boulevard Saint-Marcel, boulevard Arago. «Flics, fascistes, assassins». Au passage, on lance ce mot d'ordre aux flics qui gardent un commissariat. Pour la première fois, c'est un fort service d'ordre étudiant qui conduit la manifestation.

A la hauteur de la prison de la Santé, des mains s'agitaient entre les barreaux des fenêtres. Des détenus de la Santé saluaient la manifestation. Les étudiants passaient en levant le poing.

Vers 19 h 30, les premiers manifestants débouchaient sur la place Denfert-Rochereau. Avant que des quantités industrielles de CRS investissent complètement les lieux et que les flics à moto interviennent à coup de matraques, la plupart des étudiants avaient le temps de se disperser.

### Plateforme de l'assemblée générale étudiante de Villetaneuse

## Le mouvement de masse précise ses objectifs

D'importantes initiatives ont eu lieu ces jours-ci dans diverses facultés. Mise en place de coordinations régionales, discussions et adoptions de textes d'orientation qui traduisent la volonté de prise en main de la lutte par les étudiants eux-mêmes dans des instances où ils peuvent débattre et contrôler les décisions avec sérieux. Voici des extraits de la plateforme de Villetaneuse qui témoigne de la profondeur de la révolte contre le capitalisme et les récupérateurs bourgeois de l'«Union de la gauche».

L'AG de Villetaneuse réaffirme qu'aucune organisation, aucun courant, aucun individu ne peut négocier avec le gouvernement au nom du mouvement étudiant et dénonce notamment les deux UNEF. Nous condamnons les journées du 21 et 22 avril telles qu'elles ont été appelées unilatéralement par le SNESup et l'UNEF-Renouveau sans attendre la coordination nationale de Toulouse.

Nous exigeons l'abrogation immédiate et sans compromis de la réforme du second cycle et dans ce but appelons à la grève générale de l'Université. La lutte que nous menons n'est pas une lutte corporatiste pour défendre les intérêts spécifiques des étudiants, c'est un combat d'ensemble qui lie la lutte contre la réforme du second cycle à une lutte globale contre l'école de classe.

**NI CHOMEURS, NI CADRES AU SERVICE DU PATRONAT.**

Mais l'unité à construire est une unité beaucoup plus globale qui intéresse la classe ouvrière. Il faut que nous dressions un large front des luttes avec les ouvriers français et immigrés, les paysans et les chômeurs. Ce front qui est notre seule chance de gagner contre l'Université de classe doit être impulsé à la base et non pas en réalisant une unité de façade...

### Bordeaux

Une manifestation contre la répression et les nombreuses interpellations du 22 avril a regroupé quelque 2 000 lycéens et étudiants. Après trois quarts d'heure de promenade, les révisionnistes et les trotskystes tentaient d'appeler à la dispersion. Mais c'est aux cris de «UNEF-LCR trahison» que les manifestants, déterminés

### Lille

## Les éboueurs tiennent bon

Depuis le 14 avril, les éboueurs de la TRU sont en grève. Ils renforcent leur unité contre les jaunes de FO qui s'efforcent de briser leurs luttes.

Ils se heurtent à l'intransigeance du patron qui refuse de leur accorder les 5 % d'augmentation et la 5e semaine de congés payés qu'ils revendiquent.

FO a déposé une plainte pour atteinte à la liberté du travail: Un huissier est venu sommer les grévistes de lever l'occupation. Ceux-ci s'attendent donc à une descente imminente de police. Ce ne serait pas la première fois que la bourgeoisie lâcherait ses flics contre les travailleurs en grève ! Mais, comme disent les ouvriers, «s'ils viennent on saura se défendre !»

Les communistes marxistes-léninistes impulsent la solidarité populaire autour de la lutte des éboueurs. Dans ce sens ils ont organisé une collecte sur le marché de Wazennes.

Le jeudi 22, une manifestation rassemblant 3 000 étudiants et lycéens, en lutte contre la réforme Haby-Soisson-Seité, se dirigeait vers la TRU à l'initiative d'étudiants militants de l'Humanité rouge et de camarade du Front d'action scolaire (FAS).

Étudiants et lycéens se regroupaient devant la TRU aux cris de «éboueurs, étudiants, lycéens, tous unis» et en chantant l'Internationale. Ils marquaient ainsi concrètement leur volonté de solidarité aux travailleurs en lutte.

## LE COMBAT CONTINUE !

à poursuivre la manifestation, enfonçaient leur SO pour aller au rectorat, but de la manifestation. Devant le rectorat, les nombreuses forces de répression massées devaient aussitôt charger avec férocité les manifestants, et quadrillant tout le quartier, procédaient à de nombreuses interpellations, tandis que les murs se cou-

vraient de bombages du PCMLF dénonçant la répression et la fascisation. Les manifestants réunis en AG, décidaient aussitôt de répliquer à cette violence réactionnaire et, dès samedi, engageaient une vaste campagne d'information de la population appelant à une riposte massive pour la semaine prochaine.

## Les étudiants de Brest s'élèvent contre les inculpations qui frappent des marxistes-léninistes lorientais

Le 23 avril, les étudiants des diverses facultés de Brest se sont réunis en assemblée générale. Au cours des débats une motion a été proposée s'insurgeant contre l'arrestation, survenue le 10 avril, de 3 marxistes-léninistes de Lorient, et celle, survenue le 22 avril, d'une quatrième personne, et contre leur inculpation pour «reconstitution de ligue dissoute», à savoir le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) interdit le 12 juin 1968 par le gouvernement bourgeois de De Gaulle, sur demande expresse du faux parti communiste français de Georges Marchais.

Cette motion a été adoptée par l'assemblée générale étudiante. Elle s'ajoute donc aux nombreuses protestations ouvrières et populaires contre ces arrestations et ces inculpations. En voici le texte.

La police a procédé à des arrestations et à des perquisitions arbitraires à Lorient ces derniers jours avec un grand déploiement de forces. A l'heure actuelle 4 personnes ont été inculpées de reconstitution de ligue dissoute, c'est-à-dire le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) interdit en juin 1968, et déferées devant la Cour de sûreté de l'État, instance juridique fascisante. Il s'agit de Jean David, infirmier à l'hôpital de Lorient, Jacques Leforestier, étudiant à l'Institut universitaire de technologie de Lorient, Romain Le Gall, employé de mairie, qui a également été inculpé de participation à une entrepri-

se de démolition de l'armée, et d'un quatrième camarade qui a été arrêté jeudi 22 avril. Les étudiants brestois en grève, réunis en assemblée générale inter-facultés, protestent contre l'arbitraire des arrestations et perquisitions ; exigent la libération du militant encore emprisonné et de tout prisonnier politique ; dénoncent toutes les mesures de répression qui frappent de plus en plus souvent les travailleurs des villes et des campagnes et les étudiants ; protestent contre les récents projets de loi qui visent à réduire la liberté individuelle.

Les étudiants de Brest réunis en assemblée générale inter-facultés.

### Faculté des sciences de Rennes

## FORUM DES LUTTES OUVRIERES ET ETUDIANTES

Conscients de la nécessité de développer l'unité avec la classe ouvrière en lutte, les étudiants de la faculté des Sciences-Beaulieu de Rennes ont adopté en assemblée générale du mardi 20 avril le principe d'un vaste forum des luttes étudiantes, ouvrières, paysannes et populaires de la région. Ils sont passés dès le 22 avril à l'organisation de ce forum qu'ils ont fixé au mardi 27.

D'ores et déjà, les étudiants de Rennes-Beaulieu ont reçu les réponses favorables d'un certain nombre d'entreprises qui participeront donc au forum du 27. Ce sont notamment les usines Rehault, Mau-

noir et Gaté de Fougères où les travailleurs luttent depuis de longs mois contre les licenciements, les entreprises rennaises Languois, Sidna et Chailloté, ainsi que le comité de chômeurs de Rennes, la section CGT de la faculté, le SGEN-CFDT et le comité d'action des chercheurs sans statut.

Le forum débutera à 14 h 30 dans le hall du second cycle de la faculté des Sciences de Beaulieu. Un meeting se tiendra à 20 h 30 au même endroit.

Les étudiants ont rédigé un texte d'appel qui a été distribué à la population rennaise. Voici ce texte.

## APPEL AUX TRAVAILLEURS DE RENNES

Les étudiants en grève de Rennes appellent les travailleurs de la région à participer nombreux à la journée de mardi. A Fougères, Saint-Malo et Redon, dans toute la Bretagne, les ouvriers et les paysans luttent contre le chômage et les licenciements, conséquence de la crise du capitalisme. Le combat résolu que mènent les étudiants, les lycéens et les CET contre les réformes Haby-Soisson-Seité s'inscrit dans le même cadre. Car loin de supprimer le chômage à la sortie de l'école et de

l'université, ces réformes ne visent qu'à sélectionner le plus tôt possible une élite disciplinée au service des patrons. Pour les autres, en particulier les enfants de travailleurs, c'est le chômage. Au-delà de la popularisation ce forum et ce meeting nous permettront de confronter nos expériences de lutte et de renforcer notre unité. Nous voulons aussi placer cette journée sous le signe de l'unité contre la répression car le matraquage, les assassinats de paysans et les inculpations sont les seules réponses qu'offre la bourgeoisie face à la montée du mouvement populaire. Étudiants, travailleurs, tous unis contre le chômage.

### LES PANTINS DE SAUNIER-SEITE

Une poignée d'antigrévistes comptaient organiser lundi matin un vote à bulletins secrets et pointés pour la reprise des cours, le tout contrôlé par 4 huissiers. Une convocation par lettre avait été envoyée à cet effet à tous les étudiants. Ce qui signifie que l'administration a gracieusement fourni les fichiers et payé les huissiers.

Sans compter enveloppes et timbres qui doivent représenter environ 2 400 F...

Les étudiants étaient bien décidés à répondre comme il convient à cette manœuvre antidémocratique et à juger à cette occasion qui les soutient réellement dans leur lutte contre l'école de l'État capitaliste.

### Communiqué de l'assemblée générale des lycées d'Aix-en-Provence

Depuis le 15 avril les lycéens d'Aix-en-Provence, de Mignet et Cézanne, sont en grève. Ce n'est pas seulement pour soutenir le mouvement des étudiants en lutte contre les décrets d'Alice Saunier-Seité et de Soisson. Ils refusent avant tout l'application de la réforme Haby.

Depuis cette date, la grève est reconduite chaque jour en assemblée générale. Les actions proposées sont nombreuses : commission de popularisation, animation, sketches, débats au sein du lycée, et affiches, manifestations, discussions, tracts dans la ville. Quatre représentants de lycées de Mignet sont allés le 23 avril à Paris pour participer à la coordination nationale des lycées.

Participer aux journées nationales ne suffit pas. Les lycéens sont décidés à continuer leur mouvement notamment le 29 avril où ils se joindront aux étudiants d'Aix-en-Provence pour une journée d'action commune.

Une union est indispensable entre les travailleurs, les étudiants et les lycéens afin de démontrer que nous ne voulons plus d'une école capitaliste. Nous luttons tous pour la même chose. Nous sommes tous concernés.

Assemblée générale  
du lycée  
d'Aix-en-Provence.



## Notes de lecture

## «L'USINE DE LA PEUR»

de Daniel Bouvet

A 24 ans, en avril 69, Daniel entre à l'usine Citroën de Cormelles-le-Royal (Caen). Il est marié depuis un an. Il travaille depuis l'âge de 14 ans. Il ne s'est jamais «occupé de syndicalisme». Sa femme, Mireille, non plus. Elle est croyante et à sa suite il entra à l'action catholique ouvrière.

Un an après lui, Mireille est embauchée à Citroën. Les ennuis commencent : elle a simplement refusé de prendre une carte CFT, et elle discute parfois avec un camarade de chaîne, délégué CGT (elle ne le sait pas).

C'est alors l'engrenage : réprimandes, avertissements, mises à pied, changements de postes. Elle n'abdique pas.

Ces brimades — le livre ne le montre pas encore assez — sont le lot de l'immense majorité des ouvriers de Citroën, pas seulement ceux qu'on soupçonne d'adhérer à la CGT : il suffit d'être honnête, de résister à la tentation de ramper et de se prostituer pour échapper aux cadences infernales de la chaîne, qui démolissent un OS en peu d'années (voir *Prolétariat* N° 4 : «Embauche à Citroën»).

cations physiques, chantage et corruption. De l'autre, Daniel étale avec franchise ses idées «d'ouvrier qui est fier de l'être et ne tournera pas sa veste», et traite Alix et ses sbires de «fascistes». Tout cela hélas, en tête à tête !

Isolé, au bord de la dépression nerveuse, il craque. Alix lui «donne son compte», plus une enveloppe de 2 800 F, pour le pousser dehors avant qu'il ne se ressaisisse.

«Citroën m'achète», «Je suis un traître», un égoïste, un lâche. Cette idée le poursuivra des mois.

*Le courage et l'honnêteté de Daniel ne sont pas en cause. Mais que penser de la voie où les dirigeants CGT l'ont laissé et encouragé ? Qu'a fait l'UD ?*

«Elle est intervenue auprès de l'inspection du travail et du préfet de région pour leur demander de faire rappeler les droits syndicaux chez Citroën !

«On me disait : il faut tenir» (réponse de Daniel interviewé par «Ouest-France»). On a l'impression que les élections étaient la seule occasion de s'intéresser à Daniel : réunions de formation syndicale, de prépara-

tion à l'action au sein de l'usine ? Il n'est pas dit un mot.

«Gueuler minoritairement dans des réunions inutiles face à maîtrise et CFT.

«Diffuser ouvertement des tracts aux portes, que 90 % des ouvriers ne prennent pas à cause du «cordons sanitaire» formé par les gros bras maîtrise et CFT.

Tout cela absorbe (et désigne à la répression) les forces qui devraient servir à regrouper petit à petit, dans l'ombre, une masse grandissante d'ouvriers. À Citroën, une étincelle peut allumer les poudres, des mini-actions, des tracts et affichettes essayés clandestinement, peuvent préparer les actions dures nécessaires.

L'efficacité dans la boîte est nulle bien entendu, et à Rennes comme à Caen, la CGT s'est faite démanteler depuis 68... Mais peu importe à certains dirigeants l'efficacité dans la boîte : l'UD préfère se servir de «martyrs» et «victimes de la CFT» pour déclencher des protestations des «partis de gauche» au niveau national et régional. Parti «communiste» et dirigeants CGT se présentent alors comme les seuls garants des «libertés démocratiques»... Une seule solution : non pas l'action de classe des ouvriers, mais un changement de gouvernement...

Mais reprenons le récit de Daniel : qu'au moins sa «trahison» serve à témoigner, à dénoncer publiquement, par écrit, Citroën.

Alors la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT l'invite à son congrès. Sera-t-il question d'analyser les causes de cet échec ? Car Daniel bien sûr n'est pas un traître, mais c'est bien à l'échec que la ligne legaliste et électoraliste du syndicat l'a mené. Sera-t-il question de mieux armer ceux qui luttent à Citroën ?

Pas du tout. Le congrès fait une ovation à Daniel, on le présente en héros et martyr. Et c'est dans ce sens que la CGT va se servir de lui et de son témoignage, pour accentuer la campagne auprès «des pouvoirs publics» sur les libertés à Citroën.

Cela n'a guère à voir avec la lutte de classes, enterrée par les dirigeants de la CGT, mais comment Daniel pourrait-il s'en rendre compte, puisque l'UD l'a toujours laissé se débrouiller seul, ne l'a jamais aidé à se faire une conscience claire de la lutte de classe. Combattre pour «l'abolition du salariat et du patronat» ? Cela a été

retiré depuis plusieurs années des statuts de la CGT.

Cependant, soulagé par l'accueil triomphal du congrès et l'esprit chaleureux des militants, Daniel en tire cette impression :

«Des camarades qui s'aident les uns les autres, qui essaient de changer cette vie, ce monde, pour une vie meilleure, pour un monde plus humain. J'espère ne pas me tromper : J'ESPÈRE QU'ILS NE ME FERONT PAS MENTIR» (souligné par nous).

A part ça, Daniel est au chômage. Un directeur CGT d'un foyer pour inadaptés lui propose un recyclage : élève éducateur. Le foyer ferme. Ordre du préfet. Les éducateurs stagiaires sont licenciés. Pas de riposte.

Rejeté par toutes les entreprises, Daniel est embauché en août 74, comme agent d'expéditions à la fédération CGT de la métallurgie. Sa femme : standardiste à la CGT...

«Cependant je me sens enterré. Si demain je trouvais un boulot à la base, dans la métallurgie, je le prendrais. Je préférerais aller me battre à la base, quitte à en chier encore».

Bref, c'est un livre écrit par un travailleur dévoué à sa classe, mais aussi un livre qui témoigne — malgré l'attachement de Daniel à la CGT — sur la ligne de collaboration de classe des dirigeants de ce syndicat.

Il faut ajouter une chose importante : en 2<sup>e</sup> partie est présenté toute une série d'autres témoignages, extraits de dossiers constitués par la CGT, contre les activités de la CGT à Citroën et Simca-Chrysler. La majorité de ces témoignages, apportés par des ouvriers immigrés, font apparaître d'autres immigrés comme les pires brutes de la CFT : matraqueurs, délateurs, racketteurs, etc.

Présentés sans autres commentaires ces témoignages jouent un rôle très négatif si la CFT «fait des voix», ce serait parce qu'elle recrute facilement parmi certains immigrés et achète le vote des autres. Parmi ces immigrés n'apparaît ni solidarité de classe, ni solidarité nationale... C'est l'impression qu'on ressent en tout cas, dans l'automobile — comme à Renault en 73 — n'est jamais évoquée et puisqu'il n'y a aucune référence à la solidarité entre ouvriers français et immigrés.

Note rédigée par les camarades de Rennes éditant le bulletin «Citroën Rouge»

## informations générales

POUR UN  
1er MAI  
DE CLASSE



ET DE MASSE

## Marseille

VENDREDI 30 AVRIL de 19 h à 24 h  
RASSEMBLEMENT OUVRIER ET PAYSAN  
SALLE SAINT-GEORGES,  
AVENUE DE LA CORSE  
Stands d'entreprises, meeting, exposition, films,  
diapos, théâtre, etc., buffet  
à l'appel  
des Communistes marxistes-léninistes de France  
et des JCMLF

## 1er Mai Béziers

RASSEMBLEMENT RÉGIONAL  
OUVRIER-PAYSAN

QUELLE VOIE PRENDRE  
POUR  
TRAVAILLER VIVRE AU PAYS ?

## AVEC

Des ouvriers, paysans, employés, jeunes  
de la région,  
des stands d'entreprises,  
des représentants de pays du tiers monde  
films, diapositives

DE 16 H A 24 H A LA M.J.C.  
RUE FRANKLIN  
Buvette, sandwich

## Mende

Maison d'enfants de Bellesagne  
Après une semaine de lutte,  
une première victoire

Bellesagne : 32 employés (surtout des femmes, jeunes et sans formation pour la plupart). Une trentaine d'enfants. L'internat traditionnel est remplacé par des «foyers» animés par une femme ayant la responsabilité de six enfants. Un personnel d'encadrement nombreux parfaitement à la solde de la direction.

Face à la direction la résistance est partie des animatrices des foyers (ce sont les OS de l'établissement). Une section CFDT est active depuis l'automne dernier. Depuis lors les manœuvres de division, de répression, les sanctions n'ont pas cessé.

La semaine dernière une procédure de licenciement a été engagée à l'encontre d'une déléguée du personnel. La riposte a été rapide : réunions quotidiennes, assemblées générales, démarches collectives auprès de l'inspection du travail, de la direction de l'ADASS.

Tout le personnel sauf les cadres a demandé par écrit la réintégration immédiate de la déléguée. Face à la détermination des employés solidaires, la direction a

céde et réintégré la camarade mise à pied.

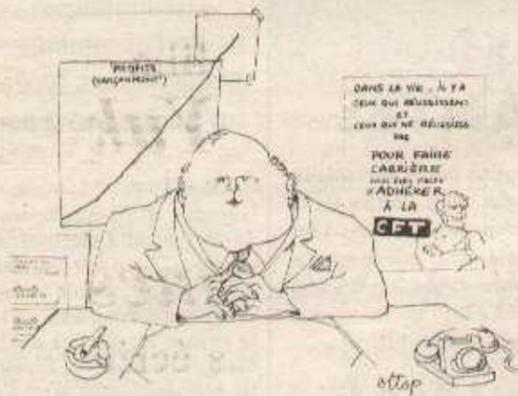
Les travailleurs de Bellesagne sont lucides : ils ont remporté une première victoire mais ils leur faut encore beaucoup de vigilance car ils savent que la direction avait pour objectif de faire table rase de tout le personnel combatif.

TARIFS  
D'ABONNEMENTS

Pli ouvert  
1 mois ..... 32 F  
3 mois ..... 95 F  
6 mois ..... 190 F  
Soutien ..... 300 F

Pli fermé  
1 mois ..... 60 F  
3 mois ..... 180 F  
6 mois ..... 360 F  
Soutien ..... 500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE  
N° 3022672 La Source.



Bouleversé par tout cela, Daniel prend une décision brutale : il est candidat aux élections de délégués de mars 73, sur la liste CGT. A partir de cette date, le témoignage de Daniel n'est plus qu'une suite sans fin d'altercations entre lui et l'«agent de secteur» (chef de la répression du personnel, de 2 à 5 par ateliers).

Ses «heures de délégation» ne servent à rien : suivi et provoqué à chaque pas, il devient dangereux pour chaque ouvrier (ses copains sont menacés, mutés...)

Aussi il n'est plus question des ouvriers : c'est un combat épuisant, solitaire, entre Daniel et l'agent de secteur Alix et ses hommes de main.

Et pour cela, il faut une façade de «délégués», tout désignés aux coups et au flicage de la direction, et dont le seul boulot possible est :

«Bref, c'est un livre écrit par un travailleur dévoué à sa classe, mais aussi un livre qui témoigne — malgré l'attachement de Daniel à la CGT — sur la ligne de collaboration de classe des dirigeants de ce syndicat.

Il faut ajouter une chose importante : en 2<sup>e</sup> partie est présenté toute une série d'autres témoignages, extraits de dossiers constitués par la CGT, contre les activités de la CGT à Citroën et Simca-Chrysler. La majorité de ces témoignages, apportés par des ouvriers immigrés, font apparaître d'autres immigrés comme les pires brutes de la CFT : matraqueurs, délateurs, racketteurs, etc.



## culturel

## Foyers Sonacotra d'Ermont et Sannois

## Succès de la fête de soutien

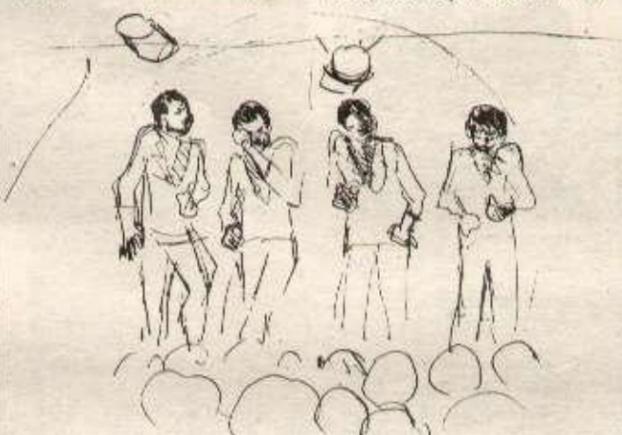
C'était samedi l'occasion pour ceux du nord de la Seine-St-Denis qui étaient venus à la magnifique et combative manifestation de l'après-midi (voir en première

page) de se retrouver le soir à Eaubonne à la fête Immigrés-Français de soutien à la lutte que les foyers d'Ermont et de Sannois mènent depuis 5 mois. Cette lutte sans précédent, les immigrés des foyers la mènent pour la diminution et le blocage des loyers, contre le règlement intérieur, trop répressif, pour la liberté complète dans les foyers comme dans les autres habitations, et pour des améliorations des conditions de vie et de sécurité dans les foyers.

500 personnes étaient donc rassemblées samedi soir dans une ambiance cha-

leureuse, français comme immigrés, jeunes, familles du coin, immigrés marocains, tunisiens, etc., purent se rencontrer et discuter tout en dégustant des pâtisseries nord-africaines et des brochettes succulentes. Ils purent voir et entendre, sur une scène, un chanteur et guitariste français qui termina son tour en déclarant son soutien à la lutte des foyers. Une troupe de chanteurs antillais — les «Jaguars noirs» — se produisit égale-

ment en interprétant des chansons de leur folklore et de leur culture. Pendant ce temps dans une autre salle, on pouvait regarder une exposition intitulée «Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes — les travailleurs sont les seuls maîtres de leurs luttes» réalisée par l'a-



ne ne fit que renforcer la solidarité et la combativité des gens présents (voir article dans ce numéro). Souhaitons que de nombreuses fêtes de soutien puissent permettre de populariser encore plus la lutte des foyers Sonacotra et contribuer ainsi à leur victoire.

telier «18 mars». Vers 20h30 se produisit la troupe de théâtre Al Assifa avec la pièce «C'est la vie de château, pourvu que ça dure» dénonçant les conditions de vie des immigrés en France, ainsi que l'oppression du peuple marocain. Enfin un groupe de résidents des foyers joua de la musique arabe largement soutenue par l'assemblée. Un appel d'un délégué à lutter contre l'expulsion de 9 travailleurs hors des foyers sous huitai-

## ENSET (Cachan)

## Succès d'une soirée d'amitié franco-chinoise

A l'initiative d'amis de la République populaire de Chine de l'école s'est tenue une soirée d'Amitié franco-chinoise à l'École normale supérieure de l'enseignement technique (ENSET), le jeudi 15 avril au soir. Cette soirée était animée par le Comité de Bagnoux-Montrouge de l'AAFC. Plus d'une centaine de personnes étaient présentes. Après qu'un membre du comité eût présenté ce comité et précisé le rôle de l'Association, Hélène Marchisio, secrétaire générale des AFC, présenta un excellent montage de diapositives sur la vie quotidienne en Chine, plus précisément axé sur les usines et notamment le rôle de la classe ouvrière dans la direction et la gestion de ces usines.

Ensuite une intervention sur les luttes actuelles dans l'enseignement fut prononcée ; elle retraçait l'histoire et les sujets débattus des luttes depuis le mois de novembre en précisant bien qu'elles se déroulaient dans le cadre de l'inévitable lutte de classe dans la période du socialisme et rétablissait la vérité sur la réalité chinoi-

se systématiquement déformée ces derniers temps. Enfin eut lieu un riche et passionnant débat où de nombreuses questions furent abordées : la politique étrangère, la situation intérieure, le changement du à la Révolution culturelle, l'art, etc.

Ce fut en définitive une excellente soirée qui a satisfait tout le monde, autant le Comité des AFC et les amis de la RPC de l'ENSET que les nombreux étudiants chinois, résidant à l'école, qui étaient venus à cette soirée et ont ainsi pu mesurer le courant de sympathie qu'inspire leur grand pays.

Cette soirée a considérablement renforcé l'amitié et la compréhension entre les peuples français et chinois. D'ailleurs, de nombreux participants estiment que ce n'était qu'un point de départ et qu'il faudrait d'autres initiatives pour cultiver cette amitié qui permettraient de découvrir de nouveaux aspects de la réalité chinoise qui n'ont pu être abordés car il aurait fallu rallonger le débat durant de nombreuses heures.

Correspondant

## Communiqué de presse du comité de la Jeune peinture

Suite de la lutte de la Jeune Peinture pour l'obtention d'un lieu d'exposition décent et définitif pour tous les salons.

L'occupation du CNAC Georges Pompidou qui s'est terminée par l'arrestation d'une quinzaine d'artistes, a eu pour résultat une rencontre avec des responsables du ministère des Affaires culturelles et de la Ville de Paris, comme nous l'exigions. Il nous a été affirmé que le musée du Luxembourg nous était accordé pour 1976.

Notre salon se tiendra donc au

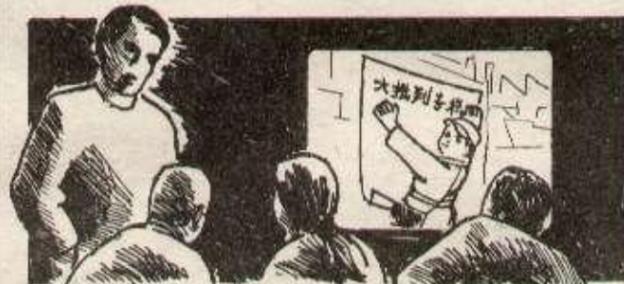
Musée du Luxembourg  
19, rue de Vaugirard  
Paris-6e  
du mercredi 28 avril  
au 24 mai

Vernissage le mercredi 28 avril à partir de 17 h. Sur le thème : confrontation entre TRAVAIL COLLECTIF/TRAVAIL INDIVIDUEL.

Pour permettre l'accrochage de nos travaux, des aménagements devaient être entrepris et terminés le 28.

Si l'échéance n'est pas respectée, l'exposition se transformera en protestation sous une forme décidée en assemblée générale ce jour même.

La Jeune Peinture continuera donc son offensive jusqu'à l'obtention d'un lieu d'exposition décent et définitif pour les salons expulsés.



## Débat autour du film Comment Yukong déplaça les montagnes

## Une guichetière de la Sécurité sociale nous écrit

«Comment Yukong déplaça les montagnes» est une réalisation d'une grande importance historique.

Cette série de 12 films répond à toutes les questions qu'on se pose, en France, sur les Chinois. On apprend, dans ces très beaux films, ce que sont, en République populaire de Chine, les conditions de travail et de vie, on découvre de nouveaux rapports (fraternels) entre tous les gens ; on s'aperçoit (d'après ce que disent les gens «interviewés» eux-mêmes, et d'après les images) que dans un pays où c'est le parti du prolétariat qui est au pouvoir, tout est fait pour le bien du peuple : l'enseignement, l'art, la médecine, la production industrielle et agricole... Même le travailleur qui réalise les 7 merveilles du monde (sculptées dans une corne d'éléphant !) n'oublie pas — bien sûr — l'inévitable tour Eiffel (comme dit Marce-

ne Loridan), mais surtout il y ajoute... LES PEUPLES DU MONDE !! (voir film «Les artisans»). Et on apprend que le peuple chinois célèbre le 100e anniversaire de la Commune de Paris, et étudie les leçons à tirer de ce premier pouvoir populaire !

A mon avis, la Chine socialiste est le meilleur symbole d'un monde en marche. Les rapports dans la société sont aux antipodes de ce qu'on voit dans les pays de soi-disant «libéralisme avancé» : en Chine toute la démocratie est pour le peuple. La «dictature» ne s'exerce que sur les responsables embourgeoisés et agents de l'ennemi (comme Lin Piao et Teng Siao-ping).

Dans tous les domaines, tout le monde discute, donne son avis, tout le monde a droit à la parole (voir «L'usine de générateurs», pour voir évoluer les rapports direction de l'usine/ouvriers ; et voir «Une fem-

me, une famille», pour voir évoluer les rapports mari/femme ; ce ne sont que des exemples...) Tout le monde étudie les œuvres marxistes-léninistes, pratique courageusement «la critique et l'autocritique» fraternelles DANS LA VIE, et travaille ainsi à l'avancée ardue vers «l'avenir radieux» communiste.

Je regrette de n'avoir pu voir que 2 des séries de films (je suis hospitalisée). Car j'ai été très enthousiasmée ! Ça donne vraiment envie d'y arriver, à la dictature du prolétariat, pour «chez nous» aussi ! Je crois que l'immense majorité du peuple de France y aurait aussi

intérêt, même s'il l'ignore encore ! Mais justement, «Comment Yukong déplaça les montagnes» est un puissant moyen d'information, très vivant et très agréable à voir, sur ce sujet. Ce sont des VRAIS AMIS DE LA CHINE qui ont vécu en Chine et qui ont réalisé ces films, cela se voit !

Mais ces 4 séries de films passent dans 4 petites salles du Quartier latin. Lorsque j'y ai été, presque tous les spectateurs étaient (visiblement !) des intellectuels...

Serait-il possible de tirer et de diffuser beaucoup plus d'affiches, de tracts, etc., appelant à venir voir ces films magnifiques ?

Dans 4 salles : «Comment Yukong déplaça les montagnes».

— St-Séverin : 12 rue St-Séverin - 5<sup>e</sup> (métro St-Michel) tél : 033 50 91 ;  
— Quintette : 8/10 rue de la Harpe - 5<sup>e</sup> (métro St-Michel) — tél : 033 35 40 ;  
— Git-le-Cœur : 12 rue Git-le-Cœur - 6<sup>e</sup> (métro St-Michel) — tél : 326 80 25 ;  
— St-André-des-Arts : 30 rue St-André-des-Arts - 6<sup>e</sup> (métro St-Michel) — tél : 326 48 18 ;

## ABONNEZ-VOUS AUX PERIODIQUES CHINOIS

PEKIN INFORMATION  
1 an — 52 numéros — 21 F

LA CHINE EN CONSTRUCTION  
1 an — 12 numéros — 14 F

## BULLETIN D'ABONNEMENT

M. .... Prénom .....  
Adresse .....  
Ville ..... Code postal .....

Règlement par chèques ou mandats à l'ordre de :

EDITIONS DU CENTENAIRE

Distributeur officiel des  
Editions de Pékin

24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris  
Tél. : 202-87-05

Spécimens et renseignements sur demande.

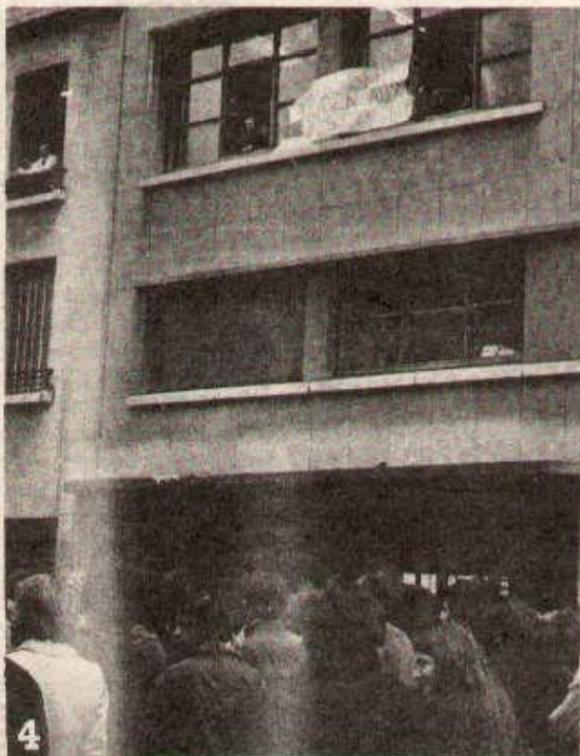


**Manifestations vendredi et samedi à Paris****OUVRIERS FRANÇAIS ET IMMIGRES, ETUDIANTS  
UNITE**

Samedi après-midi pendant 3 heures de Barbès à Ménilmontant 15 000 manifestants dont plusieurs milliers d'immigrés locataires des foyers Sonacotra en grève, ont défilé pour exiger la fin des expulsions, de la répression et le retour des 16 délégués expulsés (photo 1).

De nombreux slogans en français et en arabe furent criés réclamant l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés (photo 2) et affirmant l'unité de la classe ouvrière.

Cette puissante démonstration de masse (photo 3) condamnée par les dirigeants bourgeois du PCF et de la CGT a montré la voie pour intensifier la lutte et le soutien jusqu'à la victoire contre la Sonacotra et la répression du pouvoir.



La solidarité avec les travailleurs immigrés en lutte contre la Sonacotra et la répression se développe. Sur le parcours de la manifestation samedi les postiers CFDT de Paris-Nord étaient aux fenêtres avec une banderole (photo 4).

Dans la manifestation elle-même on notait la présence de centaines d'étudiants qui avaient déjà manifesté la veille avec les lycéens, à 50 000 de Bastille à Denfert (photo 5) contre les réformes Haby-Soisson-Saunier-Seité.

